# Salon de l'agriculture : Macron lance une grande consultation des Français sur les aides agricoles

# Marie-Josée Cougard, *Les Echos*, 21 février 2020

Le Salon de l'agriculture sera l'occasion pour le Président de la République de lancer une vaste consultation des Français sur l'utilisation des aides européennes aux agriculteurs. La démarche, qui sera déclinée dans les territoires, durera jusqu'à l'été. Les conclusions enrichiront le plan stratégique que la France doit transmettre à la Commission européenne dans le cadre des discussions sur la prochaine PAC.

A peine rentré du sommet européen sur  [le prochain budget de l'UE](https://www.lesechos.fr/monde/europe/budget-lunion-europeenne-en-plein-casse-tete-1173248) , Emmanuel Macron devrait se rendre porte de Versailles, à Paris, pour l'inauguration du Salon de l'agriculture, samedi matin. Ce sera pour le chef de l'Etat l'occasion d'annoncer le lancement d'une vaste consultation des Français sur l'utilisation des aides accordées par l'Europe aux agriculteurs. En France, première puissance agricole de l'UE, elles s'élèvent à 9 milliards d'euros par an, sans lesquels un agriculteur sur cinq n'aurait aucun revenu.

L'initiative, dont on perçoit bien la raison politique, risque néanmoins de n'être pas très bien perçue par un monde agricole de plus en plus chahuté, davantage en quête de réassurance que de nouvelles mises en cause. Cette consultation sera étendue à l'ensemble des territoires et durera jusqu'à l'été.

### Réforme de la PAC

Les conclusions viendront enrichir « le plan stratégique » national que la Commission européenne attend de chaque pays membre, à la rentrée, pour préparer  [la nouvelle politique agricole commune](https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/macron-veut-reinventer-une-europe-agricole-protectrice-993615) (PAC). Le gouvernement français a dit son hostilité à toute baisse du budget, mais ne précise pas, à ce stade, sa position sur la répartition des crédits entre les aides à la production (baptisées premier pilier de la PAC) et les aides écolo-rurales (deuxième pilier). « Le Président a toujours souhaité accompagner les agriculteurs, mieux rémunérer les services rendus à l'environnement tout en maintenant un revenu suffisant », indique un de ses conseillers.

### Taxes sur les vins

Le chef de l'Etat n'a pas prévu d'allocution particulière ni d'annonce spécifique dans le cadre du Salon. En revanche, plusieurs rendez-vous sont planifiés.

Emmanuel Macron rencontrera des agriculteurs malmenés par des événements extérieurs à leur profession. Parmi ceux-ci, les viticulteurs affectés par le conflit entre les Etats-Unis et l'UE sur le cas Airbus, qui leur vaut, depuis le 18 octobre  [une surtaxation de 25 % des vins français](https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/vins-et-spiritueux-la-france-a-realise-des-exportations-records-en-2019-1171359) à l'entrée sur le marché américain. Une mesure de représailles commerciales. « Le Président échangera sur les compensations au conflit Airbus déjà transmises à la Commission européenne. Il faut en déterminer très finement les mécanismes », précise-t-on dans son entourage. Il verra également les pêcheurs, très inquiets de l'issue du Brexit, dont dépend leur accès aux eaux sous juridiction britannique et leur avenir professionnel.

### Pesticides

La question des distances à respecter avec les habitations lors de la pulvérisation des  [pesticides](https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/pesticides-grande-cacophonie-sur-levolution-des-ventes-en-france-1161208) sera sans nul doute un des sujets les plus hautement sensibles abordés par Emmanuel Macron au Salon. Les agriculteurs demandent des compensations pour ces zones de non-traitement, qui leur ont été imposées par décret le 27 décembre. « Nous nous sommes brusquement trouvés entourés par toutes sortes de voisins et interdits de production sur une masse d'hectares », déplore Eric Thirouin chargé du dossier à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Dans la Marne, l'interdiction d'épandage frappe 4.000 hectares. « En Champagne, 800 hectares sont sortis de la production. Qui paie ? », interroge Christiane Lambert, présidente de la FNSEA.

### Loi alimentation

Incontournable aussi, la loi sur l'alimentation voulue par Emmanuel Macron et dont c'est la première année d'application. Le gouvernement estime qu'« elle a apporté quelques améliorations, mais on n'est pas au bout du chemin », concède un conseiller du Président. Parmi les sources de satisfaction, la mise au point d'indicateurs de production, qui donnent des bases tangibles pour une rémunération plus juste des agriculteurs, ainsi que le regroupement de ceux-ci en organisations de producteurs. Ce qui doit les placer en meilleure position pour négocier les prix.